

Le Monde

Vendredi 13 Juillet 2012

PSA supprimera 1 emploi sur 8 en France d'ici à 2014

10 000 postes seront sacrifiés. Trop petit, trop européen, le constructeur fermera l'usine d'Aulnay-sous-Bois

C'est un choc social pour le pays. D'ici 2014, PSA Peugeot Citroën va supprimer 14 000 postes, dont 10 000 en France, sur un effectif de 123 000 salariés dans le monde. Après le plan de 6 000 suppressions de postes lancé en 2011, dont 1 900 au sein du groupe en France, Philippe Varin, le président du directoire du constructeur, a annoncé, jeudi 12 juillet, la suppression de 8 000 postes supplémentaires dans l'Hexagone lors d'un comité central d'entreprise extraordinaire.

L'usine d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), qui fait travailler 3 000 personnes, mettra la clef sous la porte à l'horizon 2014. Ce sera la première fermeture d'usine en France depuis celle de Boulogne-Billancourt il y a vingt ans. Le site de Rennes va perdre 1 400 emplois sur les 5 600 qu'il compte encore après six restructurations. Enfin, PSA entend supprimer 3600 postes dans ses services hors production.

Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT, évoque un " séisme ". Jean-François Copé, secrétaire général de l'UMP, s'est dit " extrêmement préoccupé par cette annonce " qui est " un souci majeur pour l'avenir de l'emploi industriel en France. " Arnaud Montebourg, le ministre du redressement productif, a parlé d' " un choc pour la nation. "

" Je suis conscient de l'émotion suscitée par ce plan ", a déclaré M. Varin. " Personne ne sera laissé sur le bord du chemin ", a-t-il ajouté, " je m'y engage ". Le constructeur l'affirme, il n'y aura aucun licenciement sec et, pendant un an, les départs de feront sur la base du volontariat. " Au fur et à mesure des plans de départs, on sait faire ", y précise-t-on.

En se privant d'un poste sur huit en France d'ici à 2014, PSA prend une mesure radicale et attendue par les analystes financiers. D'ailleurs, le cours de Bourse du groupe affichait une hausse de 1,9 % à l'ouverture de la cotation, jeudi matin après avoir été divisé par 8 depuis cinq ans.

Depuis fin 2011, le constructeur français subit de plein fouet la baisse des marchés automobiles européens, où il vend 60 % de ses véhicules. Ses usines tournent désormais à 76 %, contre 86 % en 2011. Un taux insoutenable.

" Il y a eu de nombreuses erreurs stratégiques ", juge Pierre Contesse, délégué de FO. " Nous avons mis trop de temps à offrir un 4 × 4 et à pénétrer le marché chinois. "

Trop petit, trop centré sur le marché européen, trop spécialisé sur la moyenne gamme, PSA n'a pas su, contrairement à un groupe comme Volkswagen, prendre le tournant de la mondialisation et des modèles à haute valeur ajoutée. Le rapprochement avec General Motors, qui doit lui permettre de remédier en partie à ces problèmes, ne fera sentir ses effets qu'après 2016. Trop tard pour l'entreprise, qui a perdu 700 millions d'euros au premier semestre et qui chaque mois consomme 200 millions d'euros de trésorerie.

La ligne de production des véhicules C3 d'Aulnay sera donc transférée vers Poissy (Yvelines). Et 1 500 emplois suivront en théorie, soit la moitié de l'effectif d'Aulnay. Encore faut-il que les ouvriers, qui prendraient ainsi la place de certains intérimaires à Poissy, puissent rejoindre l'Ouest francilien.

Le groupe s'engage également, comme le gouvernement le lui a enjoint à plusieurs reprises, à réindustrialiser le site d'Aulnay afin d'y créer 1 500 emplois. " *Nous souhaitons faire de ce site un pôle à vocation automobile. Toutes les pistes sont explorées* ", reprend-t-on à la direction.

Mobilité

A Rennes, des mobilités internes seront proposées à 400 salariés. Les 1 000 autres seront aidés à se reclasser.

Enfin, concernant les personnels de structure, ceux de la recherche et développement sont en première ligne. Après le plan de départ de 2011, cette direction devra supprimer 1 407 postes. La direction industrielle sera privée de 1 325 employés, celle des marques de 570.

Pour les syndicats, le sentiment oscille entre résignation et colère. " *Monsieur Varin a déclaré la guerre aux salariés de PSA. Depuis un an, le groupe n'a cessé de mentir à l'opinion publique sur le sort d'Aulnay* ", assure Jean-Pierre Mercier, délégué CGT du site, qui devait organiser, jeudi après-midi, un rassemblement devant l'usine.

Pour Ricardo Madeira, de la CFDT, " *nous sommes surpris par l'ampleur du plan. Si l'entreprise est dans cette situation, il y a des responsabilités* ", assure-t-il. *Ces dernières années, PSA a reversé 50 % de ses résultats à ses actionnaires. En 2010, il leur a versé 200 millions d'euros et a remboursé en avance l'aide de l'Etat de 3 milliards d'euros, alors qu'il disposait de plus de temps pour le faire* .

Désormais, les syndicats en appellent au politique. " *Le gouvernement doit intervenir* ", tonne M. Mercier. *Aujourd'hui, des licenciements ne sont pas justifiés* .